

Participation citoyenne et droit à l'éducation :

Le Fonds de la société civile pour l'éducation Juin 2014

La société civile comme catalyseur dans la gouvernance de l'éducation

L'éducation est un droit humain fondamental et les gouvernements sont tenus de le garantir à tous leurs citoyens. Assurer l'éducation gratuite de qualité pour tous est une responsabilité majeure, qui exige une réelle volonté politique et une forte détermination. Heureusement, il existe dans chaque pays un large éventail d'acteurs qui peuvent et doivent être impliqués dans la délivrance des services éducatifs. La société civile représente l'un de ces partenaires. Elle peut jouer un rôle crucial pour unifier les voix de toutes les parties dans des plateformes communes pour la défense de l'éducation.

Grâce à ces plateformes, la société civile peut fournir des éléments de preuve, contribuer à la planification du secteur et surveiller les politiques et les pratiques au niveau local, en poussant à l'augmentation des dépenses d'éducation, en garantissant que les budgets éducatifs sont dépensés à bon escient et que l'argent atteint les destinataires prévus. Avec des alliances et des coalitions unissant des ONG, des syndicats d'enseignants, des groupes de parents, des organisations communautaires et des mouvements sociaux, la société civile peut apporter une contribution inestimable fondée sur la connaissance du terrain.

Soutenir et représenter la société civile

Par son travail avec les coalitions nationales de l'éducation représentant des organisations locales de la société civile dans les pays, le Fonds de la société civile pour l'éducation (CSEF) a ouvert la voie et permis à la société civile de devenir un partenaire crédible et influent dans le dialogue sectoriel de l'éducation.

Le CSEF repose sur l'idée que la réalisation des objectifs d'éducation exige la participation large et informée des citoyens, laquelle dépend de la formation de structures de la société civile efficaces et coordonnées qui favorisent la participation et le dialogue. C'est pourquoi le programme fournit un appui à des structures de la société civile œuvrant sur des agendas et des objectifs nationaux, qui s'inscrivent dans le contexte local et répondent aux priorités de la population.

Le modèle du CSEF repose sur un principe fondamental : la collaboration avec une coalition nationale de l'éducation dans chaque pays. Le but est de soutenir l'engagement d'un groupe large et représentatif d'organisations de la société civile au travers d'activités coordonnées. Cela renforce à la fois l'impact de la participation et la représentation des diverses

perspectives. Le CSEF encourage aussi vivement les coalitions à se développer et à implanter des structures sous-nationales pour augmenter leur portée et leur influence.

Contexte du programme CSEF

Le programme a été créé en 2009 par la Campagne mondiale pour l'éducation pour soutenir le travail des coalitions nationales de l'éducation, afin que la société civile participe pleinement aux discussions avec les gouvernements nationaux et les groupes de bailleurs et qu'elle puisse suivre les avancées en direction des objectifs de l'EPT. Le CSEF, qui a obtenu le soutien financier de différentes organisations telles qu'AusAid, AECID et le Partenariat mondial pour l'Éducation (GPE), témoigne de l'intérêt du GPE et de la communauté internationale des bailleurs de fonds pour la société civile, considérée comme un pilier fondamental dans les processus du secteur éducatif.

Avec les fonds du GPE et sous la supervision de l'UNESCO, le CSEF apporte actuellement un appui à 49 coalitions de l'éducation représentant la société civile en Afrique, en Asie et Pacifique, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est, et prévoit de s'étendre à l'avenir. Ces coalitions jouent un rôle actif dans les campagnes, les plaidoyers et les discussions avec les gouvernements et les donateurs, afin que tous les citoyens, y compris les groupes exclus et vulnérables, aient accès une éducation de qualité.

Le Fonds de la société civile pour l'éducation poursuit plusieurs objectifs :

1. Participation politique

La participation officielle de la société civile aux processus politiques et d'examen du secteur éducatif ainsi que dans le dialogue avec les décideurs politiques et les parlementaires s'est renforcée et est davantage reconnue.

2. Sensibilisation du public et renforcement des coalitions

Les coalitions nationales de l'éducation développent activement les capacités des populations à accéder et participer aux débats du secteur de l'éducation, par la sensibilisation, le renforcement des connaissances et des compétences et la création d'opportunités de participation.

3. Recherche, suivi et analyse de la qualité

Les recherches et analyses de la société civile contribuent à la mise en place par les gouvernements nationaux de plans, de politiques, de financements et de pratiques qui permettront de réaliser le droit à une éducation de qualité pour tous et les six objectifs de l'EPT.

4. Apprentissage transfrontalier et réseaux de promotion du changement

Le projet CSEF renforce la qualité et l'impact de l'engagement de la société civile dans le secteur éducatif en promouvant les partenariats, en renforçant la collaboration Sud-Sud et le partage des connaissances, et en facilitant l'influence sur les processus politiques à l'échelon mondial.

Le CSEF est coordonné par des instances régionales qui fournissent un appui programmatique aux coalitions : ANCEFA en Afrique, CLADE en Amérique latine, ASPBAE en Asie-Pacifique et ACEA pour le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est.



ACEA : Campagne arabe pour l'Éducation pour tous

L'ACEA a été créée en 2009 comme un réseau indépendant à but non lucratif rassemblant des coalitions de la société civile, des ONG, des organisations communautaires, des syndicats d'enseignants et des associations qui œuvrent pour la réalisation du droit à l'éducation et des objectifs de l'EPT dans les pays arabes. Dans le CSEF, ACEA occupe la fonction de secrétariat régional pour les coalitions au Moyen-Orient et en Europe de l'Est.

www.arabcampaignforeducation.org



ANCEFA : Réseau africain de campagne pour l'Éducation pour tous

L'ANCEFA a été créée en mai 2000, à la suite de la reconnaissance du manque de préparation de la société civile africaine en vue de contribuer efficacement et de façon organisée aux processus de l'Éducation pour tous (EPT). Sa vision et sa mission impliquent de lutter contre l'analphabétisme en exerçant une influence positive sur les politiques et les pratiques éducatives au niveau national et international. Aujourd'hui, l'action d'ANCEFA couvre 34 pays africains par l'entremise de coalitions nationales de l'éducation et des droits de l'homme en général. www.ancefa.org



ASPBAE : Bureau Asie-Pacifique Sud d'éducation de base et d'éducation des adultes

L'ASPBAE a été créé en 1964 dans le but de constituer en Asie-Pacifique un mouvement puissant de soutien aux organisations communautaires et populaires, aux coalitions nationales de l'éducation, aux syndicats d'enseignants, aux réseaux de campagne et à d'autres groupes et institutions de la société civile pour demander aux gouvernements et à la communauté internationale des donateurs de rendre compte de leurs interventions en faveur de la réalisation des objectifs et des promesses d'éducation. www.aspbae.org



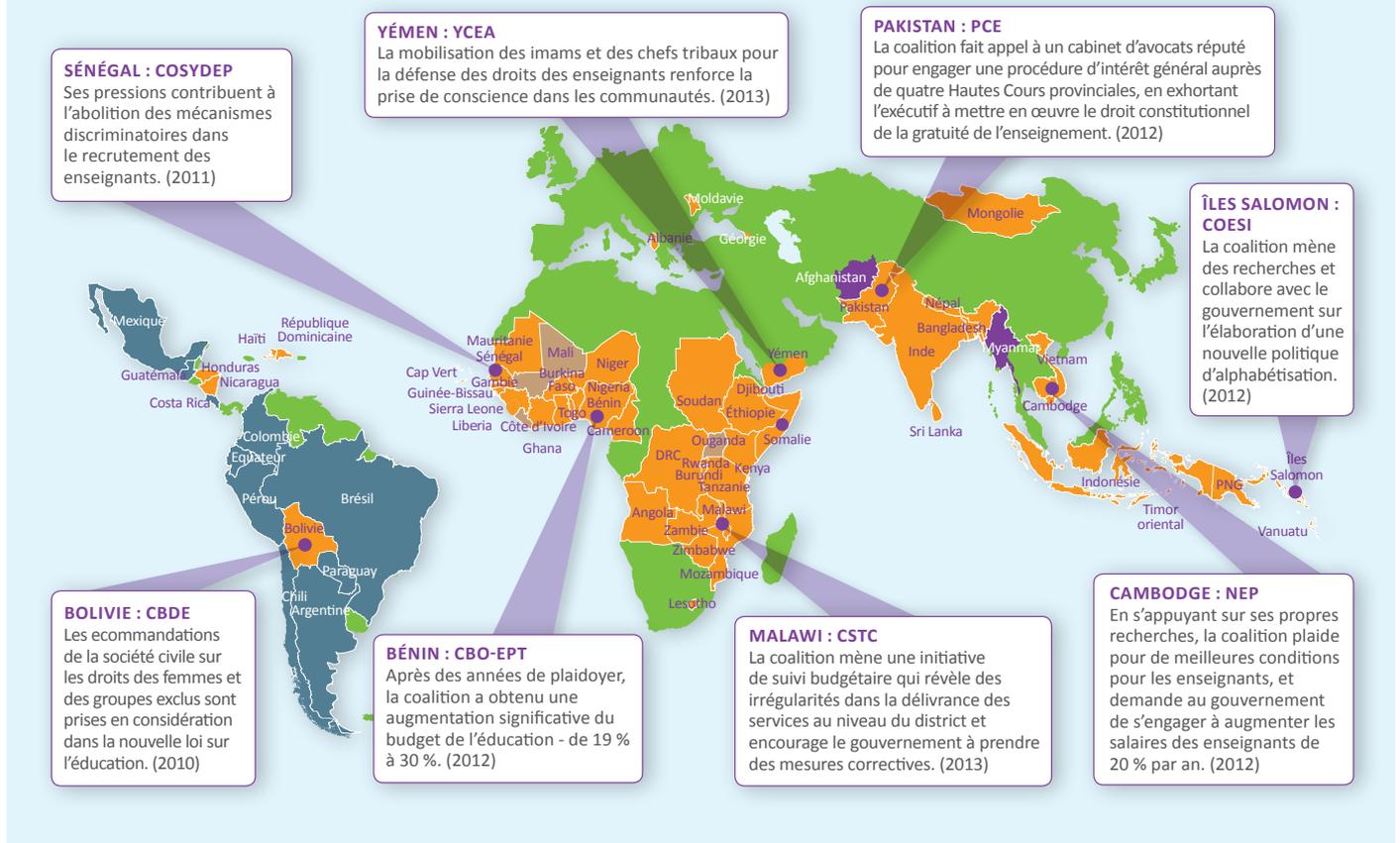
Campana
Latinoamericana
por el Derecho
a la Educacion

CLADE : Campagne d'Amérique latine pour le droit à l'éducation

CLADE est un réseau d'organisations de la société civile agissant pour défendre et promouvoir le droit à l'éducation publique et gratuite pour tous. La satisfaction de ce droit est une responsabilité de l'État et se fonde sur les principes de disponibilité, d'accessibilité, d'acceptabilité, d'adaptabilité et de responsabilité. www.campanaderechoeducacion.org

Quatre agences de gestion financière sont chargées de la gestion du fonds et du renforcement des capacités techniques. Ce sont : Oxfam GB West Africa, ActionAid Americas, l'International de l'Éducation Asie Pacifique et CME International.

Les réalisations du CSEF depuis 2009: bref aperçu



Autres exemples de l'impact de la société civile

Bangladesh : En soutenant le journalisme d'investigation, Campe rend plus visibles les griefs à l'égard du secteur de l'éducation, comme le manque d'intérêt porté à l'insuffisance des enseignants et des matériels pédagogiques, et invite le gouvernement à prendre des mesures.

Burkina Faso : Le ministère de l'Éducation a officiellement approuvé la participation de la société civile dans les processus budgétaires et de planification de l'action éducative.

Djibouti : La formation des enseignants a été modernisée et une politique de formation continue mise en application.

République Dominicaine : La coalition a obtenu du chef de l'État l'engagement d'allouer au moins 4 % du PIB à l'éducation et a travaillé avec les OSC pour que cette promesse soit mise en œuvre immédiatement.

Éthiopie : Un changement de politique dans le domaine de la protection et l'éducation de la petite enfance a été obtenu grâce à un engagement direct du Réseau pour l'éducation de base en Éthiopie.

Gambie : Abolition des frais de scolarité.

Liberia : Révision/contributions à des documents politiques majeurs, au programme scolaire national et à la loi sur l'éducation ; influence sur l'augmentation des salaires des enseignants et du budget de l'éducation de 9 à 13 %.

Nicaragua : El FEDH IPN La coalition presse les autorités locales à remédier aux lacunes des services d'éducation, notamment la négligence face aux réparations à effectuer dans les écoles et les salles de classe, en organisant des tables rondes citoyennes au niveau municipal.

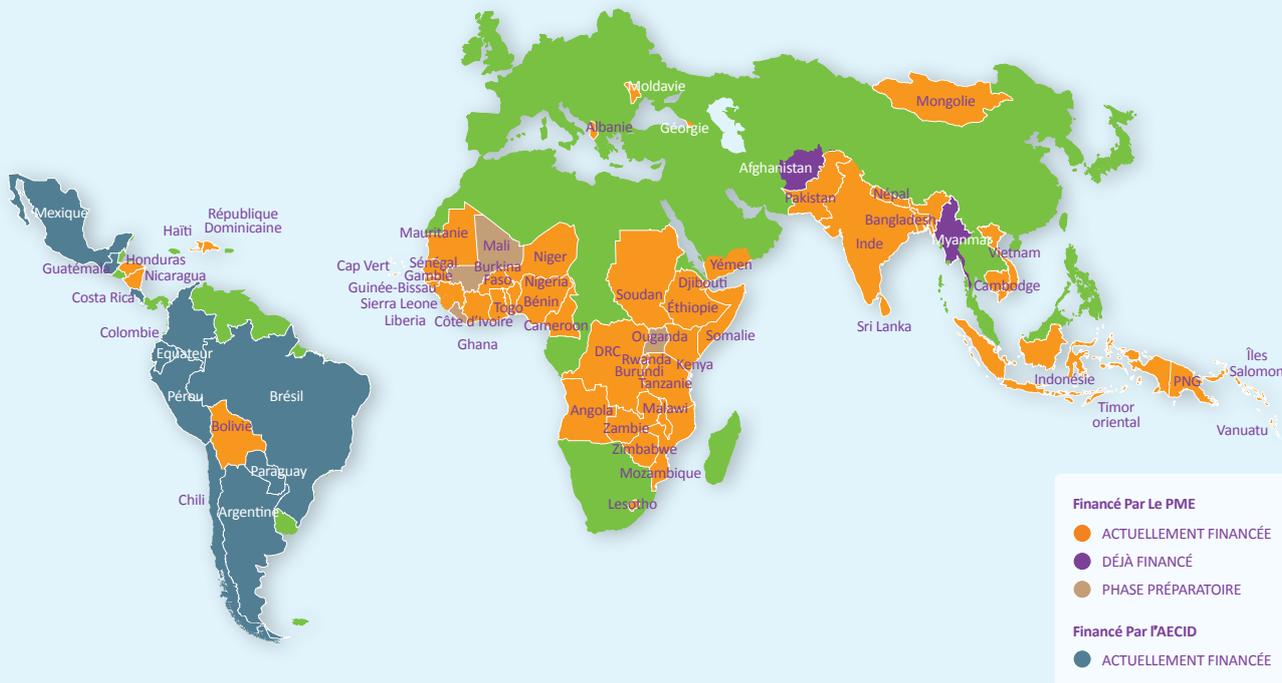
Sierra Leone : Les efforts de campagne et de lobbying à long terme ont incité le gouvernement à augmenter le budget de l'éducation de près de 100 %, passant de 11,3 % en 2011 à 20 % en 2012.

Vanuatu : Les analyses politiques recommandant l'enseignement gratuit jusqu'à 10 ans et la reconnaissance des enseignants de maternelle, qui ont été publiées pendant la période des élections, ont été adoptées par l'un des partis politiques qui forment le gouvernement de coalition.

Vietnam : Un dialogue actif avec le ministère de l'Éducation et de la Formation sur le renforcement des programmes d'éducation non formelle accompagné de recommandations concrètes et d'indicateurs de surveillance, a abouti à l'application de nouvelles politiques.

Zambie : Introduction d'un cadre politique pour la formation des enseignants.

Coalitions financées par le CSEF



Une implantation renforcée de la société civile

Depuis 2009, CSEF a contribué à l'établissement de **14 nouvelles coalitions nationales de l'éducation.**



Grâce au CSEF, les coalitions ont considérablement élargi le nombre de leurs membres



Le nombre de coalitions reconnues par les groupes locaux de l'éducation ou les groupes de travail techniques a augmenté

